



Protéger les enfants et les jeunes en ligne

Protéger les enfants et les jeunes en ligne Mise à jour du Parlement européen

Lettre de Madame Regina Doherty, députée européenne

« Bonjour,

Votre organisation œuvrant pour le bien-être des jeunes, je suis heureux de vous faire part d'une importante nouvelle en provenance de Bruxelles cette semaine. La commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO) du Parlement européen, dont je suis membre, a approuvé notre projet de rapport sur la protection des mineurs en ligne. J'ai été très heureuse de pouvoir contribuer à la rédaction de ce rapport grâce à mes amendements. Ce rapport marque une avancée dans nos efforts communs pour rendre l'environnement numérique plus sûr, plus sain et plus responsable pour les jeunes à travers l'Europe.

Depuis que j'ai rejoint le Parlement européen, je milite pour renforcer la protection des enfants et des adolescents en ligne. Trop de jeunes sont encore exposés à des contenus addictifs, à des algorithmes nuisibles et à des fonctionnalités manipulatrices qui exploitent leur attention, leurs émotions et leurs données. Nous connaissons l'existence de ces risques depuis des années, mais nous n'avons pas mis en place de mesures efficaces pour les combattre. Ce rapport place la question de l'application de la loi au centre des préoccupations.

Le rapport souligne notamment que l'âge minimum pour être présent sur les réseaux sociaux devrait être fixé à 13 ans et que les enfants âgés de 13 à 16 ans devraient obtenir l'accord parental pour pouvoir utiliser ces réseaux. Il appelle à une application plus stricte de la loi sur les services numériques, afin de garantir que toutes les plateformes accessibles aux mineurs mettent en œuvre des mesures de protection réelles en matière de confidentialité, de sécurité et de bien-être. Il exhorte la Commission européenne à agir rapidement pour publier des orientations claires à l'intention des plateformes et renforcer la surveillance des plus grands opérateurs en ligne.

Le rapport souligne également la nécessité de mettre en place des systèmes efficaces de vérification de l'âge dans toute l'UE. Les approches nationales actuelles sont fragmentées et souvent faciles à contourner, exposant les enfants à des contenus inappropriés ou dangereux. Il préconise l'adoption de normes européennes efficaces dans la pratique et soutenues par des outils intuitifs de contrôle parental qui responsabilisent les familles sans faire peser toute la responsabilité sur les parents.

 innocenceendanger.org

 [/ied.france](https://www.facebook.com/ied.france)

 [@innocencedanger](https://twitter.com/innocencedanger)

 [/innocenceendanger](https://www.instagram.com/innocenceendanger)

 contact@innocenceendanger.org

Le rapport vise les conceptions numériques addictives et manipulatrices, notamment les algorithmes d'IA, les chatbots IA, le défilement infini, la lecture automatique et les loot boxes qui encouragent une utilisation ou des dépenses compulsives. Il appelle à une réglementation plus stricte du marketing d'influence et de la publicité ciblée, en particulier lorsque le contenu commercial s'adresse à un public jeune.

Ce travail reflète une prise de conscience croissante à travers l'Europe que la protection des enfants et des jeunes en ligne nécessite un changement systémique, garantissant que les plateformes et les fournisseurs de services assument une réelle responsabilité quant à la conception et à la monétisation de leurs produits.

La prochaine étape est le vote en séance plénière du Parlement européen, prévu dans les semaines à venir. Si le rapport est adopté à ce stade, il deviendra la position officielle du Parlement européen et sera transmis à la Commission pour réponse. D'ici là, je continuerai à travailler en étroite collaboration avec mes collègues, les parties prenantes et les partenaires irlandais afin de garantir que notre expérience et nos priorités soient prises en compte dans le résultat final. Je tiens à remercier tous ceux qui ont soutenu cette campagne jusqu'à présent, des défenseurs des droits des enfants et des éducateurs aux parents, experts et partenaires industriels qui œuvrent pour un environnement numérique plus sûr. Ensemble, nous faisons de réels progrès vers un monde en ligne où les enfants peuvent apprendre, communiquer et s'épanouir sans craindre d'être exploités ou maltraités.

Vous trouverez plus de détails, y compris le projet de rapport dans sa forme actuelle, ici : <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20251013IPR30892/new-eu-measures-needed-to-make-online-services-safer-for-minors>

Cordialement, »

Regina Doherty, députée européenne